

**CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI  
D'INSPECTEUR STAGIAIRE DU TRÉSOR PUBLIC**

=====  
**ANNÉE 2006**  
=====

**ÉPREUVE N° 3 A OPTION**

Durée : 3 heures - Coefficient : 5  
=====

**COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNES ET/OU UN CAS PRATIQUE  
D'ECONOMIE**

(Page 2)

OU

**COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNES ET/OU UN CAS PRATIQUE  
DE DROIT PRIVE**

(Page 3)

OU

**COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNES ET/OU UN CAS PRATIQUE  
DE DROIT PUBLIC**

(Page 4)

=====  
Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

**TRÈS IMPORTANT :**

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : **CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.**

Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Les candidats ne peuvent quitter la salle moins d'une heure après le début des épreuves.

**Tournez la page S.V.P.**

## ÉCONOMIE

*Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.*

*L'utilisation de tout document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1<sup>ER</sup> SUJET**

Les orientations des politiques économiques menées au sein de la zone euro, vous paraissent-elles de nature à relancer la croissance ?

### **2<sup>ème</sup> SUJET**

L'économie du FILKISTAN, dont la monnaie est le picaillon, présente les caractéristiques suivantes :

Année	Consommation	Revenu disponible
1995	200,1	238,2
1996	205,4	245,3
1997	206,5	246,5
1998	214,6	250,8
1999	216,5	251,5
2000	221,0	259,1
2001	224,9	263,1
2002	231,6	266,5
2003	232,8	269,4
2004	239,5	275,1
2005	240,9	280,4

(en millions de picaillons courants)

### **TRAVAIL A FAIRE :**

1°) Définir les notions suivantes :

- propension moyenne à consommer,
- propension marginale à consommer,
- propension moyenne à épargner,
- propension marginale à épargner.

2°) Calculer les valeurs atteintes pour ces quatre données sur la période 1996 – 2005 (inclus).

3°) Définir la notion de taux de croissance en volume de la consommation.

4°) Calculer ce taux pour l'année 2004, sachant que l'inflation a été de 1,2% durant l'année 2004.

## **DROIT PRIVE**

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1<sup>er</sup> SUJET**

Le commerçant : définition, conditions d'établissement et statut.

### **2<sup>ème</sup> SUJET**

Monsieur CHASSEFIERE vous expose la situation suivante :

Le 1<sup>er</sup> décembre 1990, il a contracté mariage avec Madame GIF, alors que celle-ci était enceinte d'une précédente communauté de vie.

L'enfant Pierre naissait le 5 janvier 1991 et était reconnu tant par Madame GIF que par Monsieur CHASSEFIERE bien que celui-ci n'ignorait pas ne pas en être le père biologique.

Au cours de l'été 1991, les époux se séparaient et leur divorce était prononcé par le juge aux affaires familiales le 3 février 1992.

Monsieur CHASSEFIERE explique n'avoir **entretenu aucune relation avec madame GIF** depuis la séparation du couple, ni avec Pierre, pour lequel il n'avait pas sollicité de droit de visite et d'hébergement.

Monsieur CHASSEFIERE précise que si quelques amis proches et les membres de sa famille connaissent l'existence de Pierre, aucun d'eux ne le considère comme étant son fils.

Depuis 1994, Monsieur CHASSEFIERE, s'est remarié avec Madame DELATOUR avec laquelle il a eu deux filles. Il ne souhaite pas que Pierre puisse bénéficier au même titre que ces enfants biologiques d'une part successorale. Pour cette raison, il vous pose les questions suivantes :

- 1°) Peut-il contester sa paternité et selon quelles modalités et dans quels délais ?
- 2°) S'il obtient la déchéance de sa paternité vis à vis de Pierre, quelles sont les conséquences de cette action sur la filiation et le nom de l'enfant ?

## DROIT PUBLIC

*L'utilisation de tout code ou document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1<sup>er</sup> SUJET**

Les critères de la domanialité publique.

### **2<sup>ème</sup> SUJET**

Commentez l'arrêt du Conseil d'État - section du contentieux - du 12 décembre 2003 présenté ci-dessous :

Conseil d'État

statuant

au contentieux

N° 236442

Publié au Recueil Lebon

Assemblée

M. François Delion, Rapporteur

M. Sénors, Commissaire du gouvernement

M. Denoix de Saint Marc, Président

SCP LYON-CAEN, FABIANI, THIRIEZ

**Lecture du 12 décembre 2003**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Vu la requête sommaire et les mémoires complémentaires, enregistrés les 23 juillet 2001, 26 novembre 2001 et 17 décembre 2001 au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, présentés pour le DEPARTEMENT DES LANDES, dont le siège est à l'Hôtel du département 23, rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40025), représenté par le président du conseil général ; le DEPARTEMENT DES LANDES demande au Conseil d'État :

1°) d'annuler l'arrêt du 31 mai 2001 par lequel la cour administrative d'appel de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation du jugement du 13 mars 1997 par lequel le tribunal administratif de Pau a annulé la délibération du conseil général des Landes du 7 février 1996 et au rejet du déferé du préfet des Landes présenté devant le tribunal administratif de Pau ;

2°) de condamner l'État à lui verser une somme de 20 000 F au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la Constitution, notamment son article 72 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Delion, Maître des Requêtes,

- les observations de la SCP Lyon-Caen, Fabiani, Thiriez, avocat du DEPARTEMENT DES LANDES,

- les conclusions de M. Sénors, Commissaire du gouvernement ;

Considérant que, par délibération du 7 février 1996, le conseil général des Landes a modifié le taux des subventions versées par le budget du département pour les travaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement des communes et de leurs syndicats, en majorant ce taux de 5 points lorsque le réseau est exploité en régie et en le diminuant de 5 points lorsqu'il est affermé ; que sur déféré du préfet des Landes, le tribunal administratif de Pau a annulé cette délibération par jugement du 13 mars 1997 ; que le DEPARTEMENT DES LANDES se pourvoit en cassation contre l'arrêt du 31 mai 2001 par lequel la cour administrative d'appel de Bordeaux a confirmé ce jugement ;

Considérant qu'aux termes du deuxième alinéa de l'article 72 de la Constitution, dans sa rédaction alors en vigueur, les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi ;

Considérant qu'en vertu de l'article 2 de la loi du 7 janvier 1983 susvisée, dans sa rédaction issue de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, et aujourd'hui codifié à l'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, les décisions des collectivités locales d'accorder ou de refuser une aide financière à une autre collectivité locale ne peuvent avoir pour effet l'établissement ou l'exercice d'une tutelle, sous quelque forme que ce soit, sur celle-ci ;

Considérant qu'il ressort des pièces soumises à la cour administrative d'appel que si la délibération litigieuse a entendu, par une modulation du taux des subventions, inciter financièrement les communes ou leurs syndicats à gérer en régie leurs réseaux d'eau et d'assainissement plutôt que de les affermer, elle n'a pas subordonné l'attribution de ces aides à une procédure d'autorisation ou de contrôle ; que, dès lors, en jugeant que cette délibération avait institué une tutelle et méconnu ainsi les dispositions précitées de l'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, la cour administrative d'appel de Bordeaux a commis une erreur de droit ; que, par suite, le DEPARTEMENT DES LANDES est fondé à demander l'annulation de l'arrêt attaqué ;

Considérant qu'il y a lieu, en application de l'article L. 821-2 du code de justice administrative, de juger l'affaire au fond ;

Considérant, d'une part, qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus la délibération attaquée n'a eu ni pour objet ni pour effet d'instituer une tutelle ;

Considérant, d'autre part, qu'en retenant une modulation des subventions d'une amplitude égale à 10 % du coût des travaux et en fixant le taux le plus élevé des aides à 40 % de ce coût, la délibération attaquée n'est pas de nature à entraver la liberté de choix du mode de gestion de leur réseau par les collectivités bénéficiaires ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le **DEPARTEMENT DES LANDES** est fondé à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif de Pau s'est fondé, pour annuler la délibération du 7 février 1996, sur le motif tiré à la fois de ce que cette délibération avait institué une tutelle illégale et de ce qu'elle avait porté atteinte au principe de libre administration des collectivités territoriales ;

Considérant toutefois qu'il appartient au Conseil d'État, saisi par l'effet dévolutif de l'appel, d'examiner les autres moyens soulevés par le déféré préfectoral ;

Considérant que la délibération litigieuse n'institue aucune prescription ou procédure technique ; que, par suite, elle ne méconnaît pas les dispositions de l'article 3 de la loi du 7 janvier 1983, reprises à l'article L. 1111-5 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que si les collectivités territoriales doivent entièrement financer les investissements relatifs aux réseaux qu'elles exploitent en régie, rien ne fait obstacle à ce que pour les réseaux affermés le fermier participe à ce financement ; qu'ainsi, ces collectivités ne sont pas placées dans la même situation au regard du coût de leurs investissements selon que leur service des eaux est affermé ou exploité en régie ; que, par suite, en se fondant sur le critère tiré du mode de gestion du service d'eau et d'assainissement des communes pour moduler les subventions attribuées à ces dernières, le **DEPARTEMENT DES LANDES** n'a, dans l'exercice de son pouvoir de détermination des modalités du régime d'aides auquel il avait décidé d'affecter une part des ressources de son budget, ni méconnu le principe d'égalité devant les charges publiques ni commis d'erreur de droit ;

Considérant que dès lors que la mesure contestée n'entrave pas la liberté des communes de choisir le mode de gestion de leurs réseaux, elle ne peut être regardée comme portant atteinte au libre exercice de l'activité professionnelle des sociétés fermières ;

Considérant que le détournement de pouvoir allégué n'est pas établi ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le **DEPARTEMENT DES LANDES** est fondé à demander l'annulation du jugement du tribunal administratif de Pau en date du 13 mars 1997 ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de condamner l'État à verser au **DEPARTEMENT DES LANDES** la somme de 3 000 euros au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens ;

**DECIDE :**

**Article 1er :** L'arrêt du 31 mai 2001 de la cour administrative d'appel de Bordeaux et le jugement du 13 mars 1997 du tribunal administratif de Pau sont annulés.

**Article 2 :** Le déféré présenté par le préfet des Landes devant le tribunal administratif de Pau est rejeté.

**Article 3 :** L'État versera au **DEPARTEMENT DES LANDES** la somme de 3 000 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée au **DEPARTEMENT DES LANDES** et au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.